

NATIONS UNIES  
CONSEIL  
ECONOMIQUE  
ET SOCIAL



Distr.  
LIMITÉE



E/CN.14/CAS.4/CF.4  
9 décembre 1963

FRANCAIS

Original : FRANCAIS/  
ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE  
Groupe de travail sur les problèmes  
d'évaluation de la formation de capital  
Addis-Abéba, 9 - 16 octobre 1963

RAPPORT DU GROUPE DE TRAVAIL SUR LES  
PROBLEMES D'EVALUATION DE LA FORMATION DE CAPITAL

## S O M M A I R E

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
I. INTRODUCTION	1-7	1
II. EVALUATIONS DE LA FORMATION DE CAPITAL DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE ET DE LA PLANIFICATION ECONOMIQUES	8-15	3
III. CONCEPTS ET DEFINITIONS	16-29	6
IV. PRINCIPALES METHODES D'EVALUATION	30-47	10
A) Methodes générales	31-37	10
B) Bâtiment et construction	38-40	12
C) La formation du capital en machines et équipement.	41-47	13
V. FORMATION DE CAPITAL PAR L'ETAT	48-50	18
VI. FORMATION DE CAPITAL DANS LE SECTEUR TRADITIONNEL.	51-52	19
VII. MOUVEMENTS DES STOCKS	53-57	20
VIII. PROVISIONS POUR AMORTISSEMENT	58	22
IX. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS	59-68	23

## I. INTRODUCTION

1. Le Groupe de travail sur les problèmes d'évaluation de la formation de capital s'est réuni à Addis-Abéba du 9 au 16 octobre 1963 suivant une recommandation de la deuxième Conférence des statisticiens africains. Quatorze experts et un consultant ont participé aux travaux. On trouvera à l'annexe II la liste des participants.
2. Monsieur R.A.K. Gardiner, Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique a souligné dans son exposé d'ouverture l'importance de la question que le Groupe de travail allait discuter et il a indiqué qu'il serait très utile que le Groupe de travail présente des recommandations pratiques qui puissent aider les comptables nationaux des pays africains. Il a fait observer que l'évaluation de la formation de capital est une opération compliquée dans laquelle interviennent nombre de problèmes qui se rapportent également à l'évaluation d'autres agrégats de la comptabilité nationale. Etant donné que la formation brute de capital fixe est non seulement l'agrégat que l'on obtient d'habitude en premier lorsqu'on recherche la formation du capital mais est aussi la notion la plus importante pour les pays en voie de développement, le Secrétaire exécutif a recommandé que le Groupe de travail l'étudie de façon plus complète que les mouvements de stocks et l'amortissement.
3. M.T.A. Boye (Ghana) a été élu Président et M. M. Benjelloun (Maroc) a été élu Vice-Président.
4. Le Groupe de travail a d'abord participé à la discussion générale sur la comptabilité nationale à la troisième Conférence des statisticiens africains qui siégeait au même moment.
5. On trouvera à l'annexe III la liste des documents de travail et des documents introductifs dont le Groupe de travail était saisi.
6. Le Groupe de travail avait pour mandat de procéder à un échange de renseignements sur les pratiques et les méthodes appliquées actuellement en Afrique pour évaluer les chiffres de la formation de capital, et de suggérer les moyens permettant de résoudre les difficultés pratiques rencontrées.

Il devait également fournir des conseils sur les méthodes à utiliser pour améliorer les évaluations et faire des recommandations sur les travaux qui pourraient être entrepris par les pays et le secrétariat.

7. Le Groupe de travail a adopté, avec un seul amendement, l'ordre du jour provisoire proposé par le secrétariat. On trouvera cet ordre du jour à l'Annexe I du présent rapport.

## II. EVALUATION DE LA FORMATION DE CAPITAL DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE ET DE LA PLANIFICATION ECONOMIQUES

8. Le Groupe de travail a reconnu l'importance des évaluations globales de la formation brute de capital se rattachant au produit intérieur brut de l'économie pour évaluer la capacité d'absorption de cette économie en capital et pour déterminer dans quelle mesure les ressources disponibles pourront être affectées aux investissements. Le Groupe de travail a pensé qu'il y avait de sérieuses limites à l'emploi de coefficients globaux dans la planification du développement de la majorité des pays africains. Il a souligné qu'il serait de plus en plus nécessaire de s'appuyer pour la planification sur l'étude approfondie des branches d'activité ou des produits.

9. On a souligné que, dans les travaux de planification à venir il convenait d'étudier avec une attention particulière, et dans le plus grand détail, quelles étaient les ressources disponibles, dans quelle mesure ces ressources pouvaient être tirées du pays même et à quel degré le pays était tributaire des fournisseurs extérieurs pour satisfaire ses besoins en formation de capital. On a noté qu'il fallait donner un grand poids au problème des lourdes dépenses de fonctionnement subséquentes et la main-d'œuvre expérimentée disponible pourrait jouer un rôle important lorsqu'on fixe l'ordre de grandeur des investissements envisagés.

10. Le Groupe de travail s'est ensuite demandé dans quelle mesure les coefficients de capital moyens et marginaux pouvaient être considérés comme constituant une base utile pour la planification de la formation de capital. Il a conclu que la grande amplitude des fluctuations probables de ces coefficients, les modifications rapides de la structure des dépenses d'investissement et l'étroitesse du secteur industriel, rendraient extrêmement difficile, sinon impossible l'obtention de coefficients significatifs, à moins qu'ils ne puissent être rattachés à des unités industrielles homogènes. Le Groupe de travail a également souligné qu'il serait souvent plus utile d'adopter un coefficient théorique calculé sur la base des techniques les plus récentes ou de l'expérience acquise dans d'autres pays, pour déterminer et prévoir les effets d'un montant donné de formation brute de capital fixe.

11. Le Groupe de travail a traité en priorité de la formation brute de capital fixe, non seulement parce qu'elle doit obligatoirement être évaluée avant la formation nette mais aussi parce qu'il est extrêmement difficile d'évaluer l'amortissement. Certains pays, dont les statistiques sont pourtant très développées, n'appliquent que la notion de formation brute, jugeant impossible d'obtenir de l'amortissement une évaluation suffisamment bonne. La notion de formation brute de capital fixe est comparable aux autres composantes de la dépense nationale - comme la dépense des consommateurs - car elle correspond, en principe, à des transactions réelles aux prix du marché. Elle représente la part du produit intérieur qui a servi à accroître les stocks de bien d'équipement et, partant, elle mesure la demande effective de ces biens.

12. Le Groupe de travail a reconnu que la notion de formation nette - c'est-à-dire le montant de la formation brute de capital fixe moins l'amortissement - serait également d'un grand intérêt pour la planification. Cette notion correspond à l'accroissement net des biens d'équipement, et, partant, à l'augmentation de la capacité de production. Le Groupe a toutefois estimé qu'à l'heure actuelle un certain nombre de pays africains n'ont pas des ressources suffisantes pour entreprendre des évaluations adéquates de l'amortissement.

13. Bien qu'ils entrent théoriquement dans la formation brute de capital, les mouvements des stocks ont, du point de vue économique, une autre signification que la formation de capital fixe. Ils expriment essentiellement les fluctuations du volume des matières premières et des produits finis (y compris les travaux en cours) et sont par la même un indicateur sensible de l'évolution de la conjoncture à court et à moyen terme. Le Groupe a admis que les mouvements de stocks sont difficiles à évaluer dans toutes les comptabilités nationales, et il a conclu que l'évaluation de ces mouvements était, dans l'optique de la planification du développement économique, d'importance secondaire par rapport à celle de la formation de capital fixe. Néanmoins le Groupe de travail a reconnu que l'accumulation de stocks pouvait peser considérablement sur les ressources financières disponibles.

14. Quoiqu'une évaluation même approximative de la formation de capital puisse donner pour l'analyse une idée de la place qu'occupe cet élément dans la structure de l'économie, le Groupe de travail a admis que les pays devaient s'efforcer d'obtenir des évaluations détaillées et satisfaisantes. Il a pensé également qu'on devait à cette fin disposer de statistiques suffisamment exactes sur le commerce extérieur et les comptes du secteur public de certaines statistiques de la production nationale et d'un minimum de renseignements divers qui permettent d'évaluer les dépenses au titre des travaux de construction et la formation de capital dans le secteur traditionnel.

15. Le degré de ventilation possible sera déterminé par les données de base disponibles et les notions utilisées. Il a été reconnu que chaque méthode d'évaluation pouvait restreindre les formes de classification possibles. On a pensé néanmoins que les pays de la région auraient intérêt à chercher, dans une première étape, à donner de la formation brute de capital fixe une évaluation étayée par les meilleures données de base possibles, certaines ventilations importantes étant remises à plus tard.

## III. CONCEPTS ET DEFINITIONS

16. Le Groupe de travail a décidé d'examiner les concepts par référence au SCN<sup>1/</sup>, au système intermédiaire<sup>2/</sup> et aux conclusions du rapport du Groupe de travail sur le traitement des transactions non monétaires (de subsistance) dans le cadre de la comptabilité nationale (E/CN.14/60). Il a estimé, qu'à cause des limites imposées par les notions juridiques et comptables habituelles applicables aux informations que l'on peut obtenir par la méthode de la dépense, il vaudrait mieux en règle générale définir la formation de capital de façon assez étroite que d'adopter un concept plus large et plus vague. Il a estimé également qu'en général on pourrait retenir trois critères pour identifier les biens d'investissement, à savoir : la durée du bien, ses utilisations possibles et, enfin la nature et l'étendue des services que l'on peut en attendre dans l'avenir.

17. Le Groupe de travail a passé en revue un certain nombre de difficultés sur le plan pratique et théorique, liées à l'application de la définition du SCN dans le contexte africain. On trouvera ci-après les principaux facteurs examinés et les conclusions dégagées.

Biens existants.

18. Il a été admis que les transactions sur biens existants devraient être si possible, enregistrées selon la formation brute de capital fixe par branches d'utilisation et évaluées sur la base du coût réel et indépendamment de toute appréciation de la valeur qui pourrait résulter d'un simple changement dans l'utilisation. Le Groupe de travail a noté, toutefois, que si la méthode des flux de produits qui est employée, il sera plus commode d'exclure les transactions sur biens existants. De même, il a été admis qu'en évaluant les transactions sur biens fixes existants

---

<sup>1/</sup> Système de comptabilité nationale et tableaux connexes. Etudes méthodologiques, Série F, N° 2, Rev 1. Nations Unies New York, 1960.

<sup>2/</sup> Voir Rapport du Groupe de travail de l'adaptation du système de comptabilité nationale des Nations Unies à l'usage des pays africains. Commission économique pour l'Afrique, 4 décembre 1962 (E/CN.14/221).



on pourrait omettre les dépenses accessoires que sont les taxes et redevances légales, etc. engagées à l'occasion du transfert de ces biens, à moins que ces dépenses ne soient incorporées dans le prix.

#### Petit outillage

19. Le Groupe de travail a reconnu que le petit outillage devrait en général être exclu de la formation de capital mais il a estimé qu'une exception devait être faite pour la production et l'achat par les ménages de petit outillage et de petit équipement pour servir à des activités de production.

#### Biens durables acquis par les ménages

20. Le Groupe de travail a reconnu que certains biens durables achetés par les ménages, qui, par la suite, provoquent un flux de services pourraient être considérés comme biens d'équipement. On peut donner comme exemples : l'utilisation de machines à coudre pour la production, la vente ou le troc en dehors du groupe familial, ou l'utilisation, à des fins commerciales, de véhicules à moteur par des particuliers. En conclusion, le Groupe a estimé que les pays devraient pouvoir adopter pour ces biens durables la classification qui convient le mieux à leurs besoins compte tenu des données valables disponibles et de l'importance du type d'activité dont il s'agit.

#### Etat d'avancement des travaux

21. Le Groupe de travail a estimé qu'il convenait de considérer l'état d'avancement des travaux sur les chantiers de construction, en plus de la construction de bâtiments résidentiels et non résidentiels, comme formation brute de capital fixe et non comme mouvements de stocks. On éviterait, par ce traitement, les fluctuations de grande amplitude dans les séries de la formation brute de capital fixe que l'on constaterait si, au moment où ils sont achevés, ces grands travaux étaient compris dans la formation de capital fixe. De plus, ce traitement s'harmoniserait avec la méthode indirecte qui se base sur les consommations intermédiaires pour évaluer les bâtiments construits et les travaux publics effectués.

### Création de plantations

22. Le Groupe de travail a examiné les problèmes des créations de plantations et tracé une distinction nette entre les plantations d'arbres productifs et les forêts. Il a considéré que si les dépenses de création de plantations d'arbres productifs sont d'une certaine importance, tous les frais jusqu'au stade de la production devront être comptés comme formation de capital fixe. Pour les forêts, le Groupe de travail a estimé que seules les dépenses initiales de défrichement et de dessouchage de périmètres importants et la plantation des arbres devront être traitées comme formation de capital sous la rubrique "mise en valeur des terres".

23. L'analogie entre les opérations de création de forêts et les cultures a été soulignée et il a été estimé que les dépenses d'entretien des forêts pendant la période de croissance jusqu'à la maturité des sujets devraient être définies théoriquement comme travaux en cours.

24. Il a été reconnu toutefois que les conventions de la comptabilité commerciale traitent ces dépenses ou bien comme coûts de production courants ou bien comme création de plantations, c'est-à-dire comme formation de capital fixe, suivant que l'entreprise propriétaire en est ou non au stade de la production active. Un traitement analogue devra être adopté, dans les enquêtes directes sur les grandes exploitations forestières.

25. Il a été noté que des problèmes semblables se posent à propos de la création d'exploitations minières.

### Catégories de dépenses pour l'amélioration des terres et la création d'exploitations minières

26. Le Groupe de travail a estimé que les catégories de dépenses par types de biens d'équipement, données dans le SCN, couvrent un champ trop large et ne permettent pas de distinguer les dépenses qui peuvent être très importantes pour l'amélioration des terres sous toutes ses formes et pour la création de mines. Il a été jugé qu'il faudrait introduire des catégories distinctes pour ces deux postes dans la classification de la formation de capital fixe par types de biens.

Formes non tangibles de la formation de capital

27. Le Groupe de travail s'est demandé s'il y avait lieu d'étendre le concept de formation de capital au-delà du concept plus étroit de production ou acquisition de biens fixes. Il a reconnu que la part de la production future résultant des dépenses permanentes en services d'enseignement et de santé pourrait avoir une certaine importance. En conclusion, il a admis cependant que la validité du concept de formation brute de capital fixe serait dangereusement compromise si l'on faisait entrer dans ce concept l'investissement en biens non tangibles et que l'évaluation de la contribution de l'investissement humain était un problème difficile.

28. Le Groupe de travail a examiné un ou deux problèmes connexes qui se rapportent à la prospection, aux dépenses au titre des recherches à long terme et des études préliminaires de rentabilité et il a conclu que s'il n'y avait pas de corrélation directe entre elles et la production des biens et services, ces dépenses devraient en principe être comptées comme dépenses courantes. Cependant, si un pays estime qu'il existe une corrélation directe entre ces dépenses et la production, il devra les inclure dans la formation du capital. Il sera bon dans ce cas d'indiquer par une note que cette solution a été adoptée.

Dépenses militaires

29. Le Groupe de travail a été d'avis qu'en théorie, il ne faudrait considérer comme formation de capital fixe que les dépenses militaires portant sur la construction de logements. Toutefois, il a reconnu que lorsque les évaluations sont obtenues par la méthode de flux de produits, il est extrêmement difficile de faire une distinction entre différents types de constructions militaires et il a considéré que la confusion risquait d'être inévitable. Le Groupe de travail a donc estimé qu'il pourrait être préférable de traiter toutes les dépenses au titre de constructions militaires comme formation de capital. Les pays qui utilisent la méthode directe pour estimer la formation de capital devraient appliquer la solution indiquée dans la première phrase de ce paragraphe.

#### IV PRINCIPALES METHODES D'EVALUATION

30. Le Groupe de travail a pris note des descriptions de méthodes d'estimation que quatre pays ont présentées par écrit et qu'on trouvera à l'annexe II ainsi que des exposés oraux sur les techniques et les pratiques qui ont été faits au cours des débats. Il a également examiné des questions de détail découlant de l'étude du document de base présenté par le secrétariat. Les principales conclusions dégagées sont présentées ci-après.

##### A. Méthodes générales

31. Le Groupe de travail a noté que l'utilisation des méthodes indirectes d'évaluation de la formation de capital était pratique courante en Afrique. Il a reconnu l'importance de cette optique qui, dans de nombreux cas, est la seule possible dans les conditions actuelles.

32. Elle suppose une utilisation au maximum de données de base rassemblées à d'autres fins et qui peuvent soit être étroitement liées, soit n'avoir que des rapports lointains avec l'évaluation de la formation de capital. Il faut au statisticien beaucoup d'ingéniosité. Il ne suffit pas que les données de base disponibles soient multiples, elles doivent être complétées par des enquêtes spéciales. C'est le cas par exemple, pour la structure des coûts d'achèvement d'un projet ou d'installation d'un équipement. Pour les produits qui pourraient faire l'objet soit de dépenses de consommation, soit de dépenses en capital, on devra procéder à des enquêtes pour déterminer les proportions respectives de ces produits qui doivent être attribuées à chaque usage.

33. Pour évaluer la formation brute de capital fixe, principalement par des méthodes indirectes, les techniques sont différentes selon les éléments de cette formation de capital. Ainsi, on doit prendre un ensemble de données de base pour évaluer la formation de capital en machines et autres matériels, un autre ensemble de données pour évaluer les dépenses de construction, un autre encore pour connaître la formation de capital dans le secteur traditionnel. Il s'ensuit qu'on obtient généralement une estimation indirecte du total de la formation brute de

de capital fixe en additionnant des évaluations distinctes pour chaque élément composant, sous réserve d'opérer des ajustements pour tenir compte des chevauchements partiels ou des lacunes dans l'information.

34. Le Groupe de travail a noté que pour donner suite à sa recommandation antérieure tendant à faire entrer dans la formation du capital le petit outillage et le petit matériel du secteur des ménages ruraux, on devait faire une enquête directe adéquate sur l'ampleur de l'investissement dans ce secteur et apporter des ajustements appropriés aux évaluations indirectes de la formation de capital en installations, machines et autres matériels.

35. La ventilation détaillée des statistiques des importations est une importante source de données pour l'évaluation indirecte des chiffres globaux de l'investissement en installations, machines et autres matériels. Le Groupe de travail a, dans l'ensemble, estimé qu'il faudrait rechercher avec soin le moyen d'identifier, dans les statistiques des importations, les produits devant être considérés comme biens d'équipement et ceux qui pourraient entrer soit dans la consommation finale, soit dans la consommation intermédiaire, soit dans la formation de capital fixe.

36. Le Groupe de travail a reconnu que la méthode indirecte d'évaluation tend à élargir la définition de la formation de capital. Le statisticien doit toujours penser à ce danger. Si on veille à maintenir la définition dans les limites suggérées dans la section relative aux concepts et définitions, on aura moins à faire pour harmoniser les évaluations avec celles que l'on obtiendra par la suite en partant de l'optique de la dépense. Il a également noté, à ce propos, qu'en établissant les coefficients techniques nécessités par la méthode indirecte, la précision dépendrait des données utilisées pour calculer ces coefficients.

37. Le Groupe de travail a souligné l'intérêt de la mise au point de plusieurs méthodes d'évaluation de la formation de capital et, en général, il a recommandé que l'on se serve de la méthode de la dépense pour contrôler et compléter les évaluations obtenues par la méthode indirecte

dans la plupart des pays africains. La méthode de la dépense est intéressante, car si elle est utilisée conjointement avec la méthode indirecte, l'exactitude des évaluations est plus grande et on obtient des recoupements précieux. Le Groupe de travail a estimé que la ventilation de la formation de capital par secteurs clés et par branches d'activité, ne pourrait être dégagée que par la méthode de la dépense, avec plus de détails, ou par une combinaison de celle-ci avec la méthode de la dépense.

#### B. Bâtiment et construction

38. La nature de l'industrie de la construction est telle, dans la plupart des pays africains, qu'il est difficile de dégager une évaluation suffisamment complète de la production d'après les réponses des entrepreneurs; à quelques exceptions près, on a donc dû, pour obtenir une estimation de la production globale, se fonder sur des évaluations faites à partir des chiffres de consommations intermédiaires. Dans certains pays, on a pu, pour une partie du secteur, obtenir des évaluations de production en partant des statistiques faites à l'occasion de la délivrance des permis de construire, mais ces évaluations ne sauraient porter que sur certaines constructions dans les grands centres urbains. Le Groupe de travail a étudié les difficultés propres à la méthode d'évaluation directe qui utilise comme base les réponses des entrepreneurs et autres constructeurs. Par "autres constructeurs", il faut entendre les petits entrepreneurs, les sous-traitants et les constructeurs pour compte propre plus ou moins importants. Il est presque impossible d'assurer la couverture complète de ce secteur.

39. Le Groupe de travail a estimé qu'il faudrait, dès que les moyens le permettront, introduire et généraliser la pratique des questionnaires directement adressés aux entrepreneurs et s'efforcer d'étendre progressivement le domaine d'investigation en tenant compte des caractéristiques propres à cette partie du secteur. Il faudra veiller à résoudre deux problèmes complémentaires : élimination des doubles emplois et évaluation exhaustive de la valeur ajoutée. Pour ce faire, il faudra établir une distinction entre entrepreneurs principaux et sous-traitants, tenter d'obtenir des informations séparées sur les travaux exécutés pour compte

propre et sur les travaux exécutés pour le compte d'autres entrepreneurs. Il faudra également recueillir des informations sur les travaux qui sont exécutés pour le secteur public et ceux qui le sont pour le secteur privé. Dans le cas des constructions du secteur public, les réponses devront distinguer entre les travaux en régie directe, les travaux exécutés par des sous-traitants privés mais sous la direction du département intéressé.

40. Le Groupe de travail a estimé aussi que, puisque la méthode d'évaluation dans l'optique du produit semble devoir conserver une importance majeure, il faudrait s'efforcer d'obtenir des informations aussi complètes que possible sur les flux de matériaux de construction au moyen d'enquêtes spéciales et utiliser des coefficients techniques obtenus d'après l'analyse des coûts pour différents types de travaux. Ces derniers renseignements, combinés avec ceux qui concernent l'apport de main-d'oeuvre et avec les informations habituelles sur les effectifs employés, les salaires et traitements payés dans cette industrie permettraient un contrôle supplémentaire des évaluations faites à partir des consommations intermédiaires de matériaux.

#### C. La formation de capital en machines et équipement

41. Presque tous les pays d'Afrique utilisent pour évaluer la formation brute de capital fixe en machines et équipement, la méthode des flux des produits de préférence à celle de la dépense. Si on utilise la première méthode, dite indirecte, on part des importations nettes et de la production intérieure d'équipement; avec la seconde, on établit directement les évaluations d'après les comptes de dépenses de l'Etat ou d'après les relevés des entreprises industrielles et commerciales, des chemins de fer et des autres entreprises publiques. Les deux méthodes présentent des avantages et des inconvénients qui se compensent en partie, mais celle qui est employée dépend largement, dans un pays donné, de la nature des statistiques disponibles. L'emploi beaucoup plus fréquent de la méthode des flux de produits s'explique par le fait que la grande majorité des biens d'équipement transportables sont importés et que les statistiques du commerce extérieur sont en général disponibles (pas

toujours il est vrai avec des détails suffisants pour distinguer clairement les biens d'équipement, les produits intermédiaires et les biens de consommation). Bien entendu, dans le cas des évaluations par secteurs, celles qui sont basées sur la méthode indirecte sont complétées par des renseignements obtenus par la méthode de la dépense; par exemple, pour l'Etat, les évaluations sont en général calculées à partir des budgets ou des comptes de dépenses. On peut évaluer la formation de capital par différence en retranchant la formation de capital public du total obtenu par la méthode des flux de produits. De plus, un certain nombre de pays se procurent directement des données sur les dépenses auprès des grandes entreprises.

42. La méthode des flux de produits a pour avantages principaux qu'elle évite le recours à des concepts comptables qui risquent de varier selon les branches d'activité et les entreprises et qu'elle permet une classification de la formation de capital par catégories de biens. En outre, en l'absence d'enquêtes sur les dépenses effectuées dans tous les secteurs, elle est la seule qui permet d'évaluer la formation totale de capital. Toutefois, elle a des inconvénients qui sont de deux ordres. D'abord, il est difficile pratiquement de répartir entre formation de capital, consommation intermédiaire et consommation finale, les importations et la production intérieure de produits à usage mixte ou les groupements hétérogènes de produits. Ensuite, il est difficile de déterminer la majoration à faire aux valeurs c.a.f. des produits importés et aux valeurs départ usine des biens produits dans le pays pour incorporer dans le coût final à l'achat, divers frais tels que droits de douane, impôts indirects, marges commerciales, frais de transport et d'installation.

43. Le Groupe de travail a examiné certaines des méthodes qui permettent de classer comme il convient les capitaux fixes d'après l'utilisation finale et notamment d'employer la classification statistique la plus détaillée, de se servir de pourcentages arbitraires, d'affecter un type de bien à la rubrique la plus appropriée et de prendre en considération d'autres éléments puisés à des sources d'information différentes, par exemple des



analyses des véhicules nouvellement immatriculés par type, dimension, catégorie de licence etc. Il a estimé qu'il serait utile de disposer d'une classification type par utilisations finales ou par stades de production (la CTCI adaptée aux conditions africaines pourrait être utilisée comme point de départ commun en ce domaine). L'idée a été émise que les propositions de la Conférence des statisticiens européens (Conf. Eur. Stats/WG.5/C.F.2) et celles de la Conférence des statisticiens asiatiques (E/CN.11/518) pourraient fournir des indications pour ce travail, et que le Secrétariat pourrait aider à la préparation d'une liste détaillée de produits qui tiendrait compte de ces expériences antérieures. Le Groupe de travail a estimé également qu'il faudrait faire des enquêtes spéciales sur les flux de produits et sur les usages pour améliorer la qualité des méthodes d'évaluation.

44. Il ressort des renseignements disponibles que les méthodes employées par la plupart des pays africains pour évaluer les coûts de transport, les coûts d'installation et autres dépenses diverses sont encore très approximatives. Dans beaucoup de cas on applique aux valeurs c.a.f. ou aux valeurs départ usine des pourcentages arbitraires dont l'éventail est très ouvert. Certains pays ont fait des analyses de coûts et appliquent des pourcentages de majoration différenciés suivant la catégorie de biens d'équipement mais ces pourcentages restent inchangés d'année en année. Toutefois, la plupart des pays appliquent un pourcentage unique à toutes les catégories de biens. Si le pourcentage était soigneusement calculé et se présentait comme une majoration moyenne pondérée, il n'y aurait aucune raison de supposer, à cause de la composition variable des marchandises, qu'il pourrait rester constant ou s'appliquer à toutes les catégories de biens.

45. Comme ces frais subsidiaires représentent une portion notable de la formation de capital, les pays qui utilisent la méthode du flux de produits pourraient améliorer leurs estimations en se servant de pourcentages de majoration plus proches de la réalité. Les pays peuvent assez facilement déterminer, en faisant appel aux sources officielles, le montant des droits de douane et des impôts indirects à ajouter à la valeur

c.a.f. des importations nettes de biens de capital. Les exportations de ces biens sont probablement nulles ou négligeables dans la plupart des pays. En théorie, il ne faudrait les déduire qu'après avoir ajusté la valeur des importations pour tenir compte des marges bénéficiaires, des frais de transport et autres coûts. Pour déterminer l'ordre de grandeur de ces ajustements, on pourrait faire chaque année une étude analytique des coûts. Comme les marges bénéficiaires représentent probablement la plus grande partie de ces coûts subsidiaires, il serait préférable de les évaluer séparément. On peut généralement déterminer le pourcentage moyen des marges bénéficiaires pour de petits groupes de marchandises ou pour certains produits importants pris isolément en s'adressant à des importateurs et des grossistes typiques, à des associations professionnelles ou à d'autres organisations (telles que les établissements de crédit agricole dans le cas du matériel agricole) qui d'ordinaire connaissent bien le mécanisme des prix. Il ne faut évidemment pas appliquer ces marges bénéficiaires à la valeur des marchandises importées directement. Il s'agit là souvent de matériel important construit sur commande, par exemple des navires, des locomotives et des génératrices. On peut connaître le coût final de ces articles en s'adressant directement aux acheteurs, qu'il devrait être assez facile de retrouver.

46. Il est plus difficile de recueillir des renseignements valables sur les frais de transport, les frais d'installation et les dépenses diverses. Ces frais seront probablement élevés pour les articles importants et coûteux appartenant à la catégorie des machines et du matériel. On peut aussi obtenir des données à leur sujet directement auprès des acheteurs. Pour les autres marchandises, un pourcentage approximatif déterminé après enquête auprès de quelques-uns des établissements utilisateurs devrait suffire. Il est évident que les frais de transport dépendent non seulement des dimensions et du poids des marchandises, mais également du mode de transport et de la distance à parcourir. Malgré les difficultés à surmonter, les pays pourraient essayer de calculer, pour un groupe représentatif de marchandises, un pourcentage moyen

de majoration pour les frais de transport en se fondant sur les tarifs appliqués par des transporteurs typiques et sur les distances moyennes parcourues. Il serait très difficile d'obtenir des données sur les dépenses diverses, telles que les taxes et redevances légales et les primes d'assurance, sauf peut-être pour les biens importants. Comme ces dépenses sont relativement peu élevées, on peut les omettre sans risquer de modifier sensiblement les estimations globales de la formation de capital.

47. Pour déterminer la différence entre la valeur c.a.f. des biens de capital importés et leur coût une fois installés, on pourrait aussi suivre ces marchandises jusqu'à leur utilisateur final. Cela n'est probablement possible que pour les articles importants de la catégorie des machines et du matériel et, tout au plus, pour un petit groupe d'autres biens.

## V. FORMATION DE CAPITAL PAR L'ETAT

48. Le Groupe de travail a noté qu'en général on évaluait la formation de capital du secteur public à partir des comptes de l'Etat ou des comptes d'organismes publics spécialisés. Souvent, les notions et les classifications que l'on utilise dans ces comptes diffèrent de celles dont on a besoin pour les comptes nationaux et il se pose donc des problèmes d'harmonisation. On a attiré l'attention du Groupe de travail sur le rapport du Cycle d'études sur les problèmes de reclassement et d'administration budgétaires en Afrique, qui s'est tenu à Addis-Abéba en septembre 1961, (document E/CN.14/117) et sur le Manuel de l'ONU de classification économique et fonctionnelle des opérations de l'Etat, où ces problèmes sont étudiés en détail. Ce premier document présente un projet de classification économique simplifiée, d'un intérêt tout particulier pour les pays africains.

49. Le Groupe de travail a reconnu que, dans la pratique, il est très difficile d'isoler certaines parties du secteur public. Il a estimé qu'en raison de l'impossibilité quasi totale d'établir une distinction généralement acceptable entre ces parties du secteur public, il y aura intérêt à donner la liste de tous les organismes d'Etat, considérés comme étant des sociétés publiques ou des entreprises d'Etat, puisque se sont ces deux catégories qu'il est particulièrement difficile de séparer.

50. Le Groupe de travail a noté que les budgets de l'Etat doivent souvent être utilisés pour les évaluations relatives au secteur public au moins pour les années les plus récentes, bien que les budgets s'y prêtent moins bien que les comptes définitifs. Tous renseignements supplémentaires venant, par exemple, du Trésor où des organismes payeurs devraient servir à compléter les données tirées des budgets et à les ajuster dans toute la mesure du possible pour qu'elles correspondent à celles des comptes définitifs.

## VI. FORMATION DE CAPITAL DANS LE SECTEUR TRADITIONNEL

51. L'application de la notion de formation de capital dans le secteur traditionnel et la base de l'évaluation de la formation de ce capital ont été examinées à une réunion d'un Groupe de travail spécial dont le rapport<sup>1/</sup> a été distribué aux membres du Groupe de travail. Celui-ci a estimé que l'on ne pouvait guère ajouter aux conclusions auxquelles était parvenue cette réunion.

52. Néanmoins, le Groupe de travail a été d'avis qu'il importe tout particulièrement d'obtenir, au moyen d'inquêtes spéciales, des renseignements sur les quatre éléments suivants de la formation de capital dans le secteur traditionnel.

- a) amélioration et mise en valeur des terres,
- b) construction d'habitations traditionnelles,
- c) autres constructions et travaux traditionnels,
- d) augmentation du cheptel.

---

<sup>1/</sup> Rapport du Groupe de travail sur le traitement des transactions non-monétaires (de subsistance) dans le cadre de la comptabilité nationale (E/CN.14/60).

## VII. MOUVEMENTS DES STOCKS

53. Le Groupe de travail a reconnu que, même dans les pays dont les statistiques sont très développées, il est difficile d'obtenir des évaluations du mouvement des stocks. Il n'existe aucun moyen permettant de déterminer à partir des mouvements des stocks d'un certain nombre de produits quelles sont les variations totales, à moins que l'on utilise un échantillon très grand et soigneusement constitué qui repose sur une analyse détaillée de toute la gamme des produits.

54. On obtient souvent la consommation privée par différence, après avoir évalué séparément les autres éléments de la dépense intérieure et les avoir déduits du produit intérieur global obtenu par la méthode de la valeur ajoutée. Si on ne fait pas d'évaluation distincte de l'accroissement net des stocks on suppose alors que la différence comprend cet accroissement, outre la consommation privée. De même, si on évalue la formation brute de capital fixe en machines et autres matériels par la méthode des flux produits et si on n'opère pas d'ajustement spécial pour tenir compte des mouvements des stocks de biens d'équipement, ces mouvements sont comptés dans les chiffres de la formation de capital fixe, qui sont alors ceux des importations et de la production et non ceux des ventes pendant l'année considérée.

55. Le Groupe de travail a noté que pour les pays de la région on pouvait parfois obtenir des chiffres sur les mouvements des stocks de produits particulièrement importants pour l'économie, tels que les produits clés d'exportation. On peut porter ces chiffres au poste "accroissement net des stocks" des comptes nationaux et indiquer dans des notes quelle est la composition exacte de ce poste. En général, l'évaluation de l'accroissement net de stocks de chaque pays devrait tout d'abord se rapporter aux produits d'importance vitale pour le développement économique de ce pays.

56. Dans une large mesure, des postes comme l'accroissement net du troupeau seront considérés comme un accroissement net de stocks s'ils sont comptés dans la valeur ajoutée, du côté de la production. Le Groupe de travail a été d'avis qu'il pourrait être normal d'inclure l'accroissement du troupeau laitier laitier dans la formation brute de capital fixe; mais que l'accroissement du cheptel de boucherie devrait être compris dans l'accroissement des stocks.

57. Malgré les difficultés d'évaluation de l'accroissement net des stocks, les pays devraient s'efforcer d'évaluer ce poste, en lui donnant une couverture aussi complète que possible, ce à quoi la méthode directe se prête le mieux. Il faut se souvenir que pour obtenir une évaluation satisfaisante de la formation brute de capital fixe et de la consommation privée, il importe que l'on ait une certaine idée de l'ampleur de l'ajustement à opérer pour tenir compte des variations des stocks. Le Groupe de travail a reconnu, néanmoins, que si la méthode des flux de produits est la seule utilisée, les variations des stocks seront uniquement celles du cheptel de boucherie et des produits d'exportation, les autres variations de stocks étant alors comprises dans la formation de capital fixe ou dans la consommation.

#### VIII. PROVISIONS POUR AMORTISSEMENT

58. Le Groupe de travail a été d'avis que des évaluations de la formation nette de capital fixe, c'est-à-dire de la formation brute de capital fixe déduction faite de la consommation de capital fixe, seraient aussi d'un grand intérêt pour la planification. En effet, cette notion donne une mesure de l'augmentation de la capacité de production résultant de la formation de capital. Toutefois, ces évaluations devraient, en général, reposer sur des statistiques comptables et il serait difficile d'adapter les définitions comptables aux besoins de la comptabilité nationale. Pour améliorer les évaluations il faudrait donc largement recourir à ces ressources qui sont limitées et qui pourraient être mieux utilisées à d'autres fins. Le Groupe de travail a cependant noté que ceux des pays qui possèdent des évaluations du capital existant et de la formation de capital pour un certain nombre d'années serait en mesure de donner des évaluations de l'amortissement et il a recommandé qu'ils le fassent.



## IX. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

59. Le Groupe de travail a noté la grande utilité de statistiques des activités ou de statistiques des flux de produits qui soient détaillées, pour la préparation des plans dans les pays africains et il a estimé que l'emploi exclusif de coefficients globaux présentait de graves inconvénients pour les travaux de planification. Il a reconnu qu'il faudrait s'attacher davantage à l'établissement d'évaluations détaillées et valables et il a recommandé :

- a) que la méthode des flux de produits reste la méthode de base, étant donné l'état actuel des statistiques dans les pays africains,
- b) qu'en raison toutefois des limites et de la qualité insuffisante des évaluations faites uniquement dans cette optique, les pays devraient également recourir à des méthodes secondaires selon l'optique de la dépense, et
- c) qu'il conviendrait d'attacher une plus grande importance à l'amélioration de la qualité et de l'exactitude qu'au développement des ventilations croisées détaillées aux premiers stades.

60. Le Groupe de travail a recommandé qu'une fois obtenu un degré raisonnable de qualité, la priorité soit donnée ensuite à une analyse détaillée par activités.

61. Reconnaissant que les concepts et les définitions applicables à la formation brute de capital peuvent être influencés dans la méthode de la dépense par des conventions comptables, le Groupe de travail a recommandé que les concepts utilisés pour la méthode indirecte soit définis de façon plus étroite et plus restrictive de façon qu'il soit moins difficile d'harmoniser les concepts dans la méthode double quand on en sera venu à l'utiliser.

62. Le Groupe de travail a demandé au secrétariat d'assurer la préparation d'une répartition détaillée des produits entre la formation de capital, la consommation intermédiaire et la consommation finale.

63. Conscient de l'importance qu'il y a à améliorer la qualité des évaluations obtenues par la méthode de la production, le Groupe de travail a recommandé que les pays entreprennent un certain nombre d'enquêtes spéciales à cette fin et en particulier :

a) une analyse des flux de produits passant par les divers circuits de distribution, combinée avec une étude de la structure des prix et des marges commerciales;

b) des enquêtes annuelles sur l'évolution des marges commerciales pour des produits représentatifs;

c) une étude de la structure des coûts pour différents types d'activité du bâtiment en vue du calcul des coefficients techniques à appliquer pour évaluer les dépenses du bâtiment et de la construction d'après les apports de matériaux et de main-d'oeuvre;

d) des enquêtes par sondage pour obtenir des évaluations de la formation de capital dans le secteur des ménages ruraux.

64. Le Groupe de travail a recommandé de ne pas appliquer de ressources trop importantes à l'établissement d'évaluations systématiques de la consommation de capital. Si on a particulièrement besoin d'évaluations de l'amortissement pour certaines industries, on s'efforcera d'obtenir ces évaluations partielles. De même, les pays qui ont les moyens de faire des évaluations complètes de l'amortissement doivent, évidemment, être encouragés à le faire.

65. Le Groupe de travail a noté les problèmes à résoudre pour obtenir des évaluations suffisamment exactes du mouvement des stocks, du fait que les grandes et moyennes entreprises de production et de distribution ne sont pas observées. Il a pensé néanmoins que des efforts devraient être faits dès maintenant pour évaluer le mouvement des stocks des grands produits d'exportation et l'augmentation, nette du troupeau.

66. L'importance d'évaluations à prix constants de la formation brute de capital a été soulignée au cours des débats et le Groupe de travail a estimé que les problèmes s'y rapportant devraient être étudiés par un groupe de travail spécial des évaluations à prix constants utilisées en comptabilité nationale.

67. Le Groupe de travail a recommandé de donner, dans les publications présentant les évaluations, une description détaillée du mode d'établissement des chiffres avec indication du degré de fiabilité qui peut leur être attribué.

68. Le présent rapport traite essentiellement des points d'un intérêt particulier pour l'étude ultérieure de l'évaluation de la formation de capital et le Groupe de travail a recommandé de se reporter au document du secrétariat de la CEA intitulé "Quelques problèmes relatifs à l'évaluation de la formation de capital, en particulier dans les pays africains" (E/CN.14/CAS.4/CF/3) pour plus de détails sur les pratiques existantes et pour l'identification des problèmes que les pays africains rencontrent.

1997, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 26

ANNEXE I

ORDRE DU JOUR

1. Allocution d'ouverture du Secrétaire exécutif de la CEA
2. Election du Président et du Vice-Président
3. Adoption de l'ordre du jour
4. Concepts et principales méthodes des évaluations
5. Problèmes particuliers aux évaluations de la formation de capital de l'Etat
6. Formation de capital dans le secteur traditionnel
7. Evaluation des mouvements de stocks
8. Le problème de l'évaluation de l'amortissement
9. Importance stratégique, pour la planification du développement économique, d'évaluations de la formation de capital valables et détaillées
10. Moyens d'améliorer les évaluations existantes à l'aide des statistiques disponibles. Nouvelles données statistiques de base requises pour améliorer ces évaluations
11. Adoption du rapport



ANNEXE II

LISTE DES PARTICIPANTS

Mr. J.O. AIYEGBUSI

Statistician  
Fédéral Office of Statistics  
Lagos  
Nigeria

Mr. J.P. ALLIER

Chef du service d'analyse économique  
Ministère de la Coopération  
20 rue Monsieur  
Paris 8e  
France

Mr. M. BENJELLOUN

Chef du Service central des  
statistiques  
Service central des statistiques  
B.P. 178  
Rabat  
Maroc

Mr. G.C. BILLINGTON

Conseiller économique  
BIRD  
1818 H Street  
Washington 28. D.C.  
USA

Mr. T.A. BOYE

Senior Statistics Officer  
Central Bureau of Statistics  
P.O. Box 1098  
Accra  
Ghana

Mr. Y. DIAKITE

Chef du Service statistique  
Bamako - Koulouba  
République du Mali

Mr. A. ESSOME

Directeur des études  
B.P. 660  
Yaoundé  
Cameroun

Mlle N. ETIENNE

Centre d'études du plan  
B.P. 675  
Yaoundé  
Cameroun

Mr. G. LE HEGARAT

Administrateur INSEE  
Chargé de mission à la BCEAO  
29 rue du Colisée  
Paris  
France

Mr. E. OSBORN

Assistant Director  
Central Statistical Office  
P.O. Box 8063, Causeway  
Salisbury  
Fédération de Rhodésie et Nyassaland

Mme. RAOULTY-JAMES

Chef de la Division des études,  
analyses et recherches  
Service de la statistique et des  
études socio-économiques  
B.P. 485  
Tananarive  
Madagascar

Mr. T.K. SAHIB

Controller, Financial Statistics  
Department of Public Mobilisation  
and Statistics  
15 Sharia Mansour  
Le Caire  
EAU

Mr. P. SINGH

Economist / Statistician  
Ministry of Finance and Economic  
Planning  
P.O. Box 30266  
Nairobi  
Kenya

Mlle M.C. VERNOTTE

Statisticienne  
Bureau de statistique  
ONICE

Mr. H. ZGHAL

Chef du Service de la comptabilité  
nationale  
Secrétariat d'Etat au plan et aux  
finances  
Tunis  
Tunisie



ANNEXE III

LISTE DES DOCUMENTS

Symbole	Titre
E/CN.14/CAS.4/CF/1	Ordre du jour provisoire
E/CN.14/CAS.4/CF/2	Ordre du jour provisoire annoté
E/CN.14/CAS.4/CF/3	Quelques problèmes relatifs à l'évaluation de la formation du capital, en particulier dans les pays africains
CAS.4/CF/WP/1	Capital formation estimate of the Federation of Rhodesia and Nyasaland
CAS.4/CF/WP/2	Methods used for estimating capital formation and problems encountered (Kenya)
CAS.4/CF/WP/3	Methods of estimating gross domestic capital formation in Nigeria
CAS.4/CF/WP/4	Methods of estimating capital formation in Ghana
E/CN.3/265	La mesure de la formation intérieure de capital fixe dans les pays en voie de développement
Etudes méthodologiques, Série F, N° 2, rev. 1	Système de comptabilité nationale et tableaux annexes
Etudes méthodologiques, Série F, N° 3	Concepts et définitions concernant la formation du capital
E/CN.14/117	Rapport du cycle d'études sur ces problèmes de reclassification et d'administration budgétaire en Afrique.